

nos jours. En effet, les organisations syndicales, en France, ont toujours revendiqué leur indépendance par rapport aux organisations politiques. Nous ne connaissons pas chez nous les liaisons organiques qui existent, ou ont existé, dans des pays comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne, les pays scandinaves entre les syndicats et le parti social-démocrate, fortement imbriqués, ni la subordination (la courroie de transmission !) — formellement reconnue, du moins — du syndicat au Parti telle qu'elle existait dans les pays de l'Est, ou dans les États dont le régime est similaire.

Le réformisme

Si les partisans du syndicalisme réformiste s'étaient unis aux anarcho-syndicalistes pour faire adopter la motion d'Amiens, ce n'est pas parce qu'ils partageaient leurs conceptions. Certes ils voulaient que le syndicalisme ne soit pas sous l'emprise de partis politiques, mais ils n'étaient pas du tout partisans du syndicalisme révolutionnaire. Ils ne voulaient agir que sur un plan strictement syndical, revendicatif, et ils laissaient l'évolution de la société aux bons soins des partis politiques.

Les anarcho-syndicalistes et les syndicalistes révolutionnaires voulaient, eux,

non pas faire seulement de l'organisation syndicale de masse des travailleurs une simple fonction de lutte économique, mais aussi et surtout en faire le lieu de réflexion indispensable sur les finalités de leurs luttes pour aboutir à leur émancipation.

L'un des plus importants représentants de la tendance réformiste fut incontestablement le secrétaire général de la Fédération française des travailleurs du livre : Auguste Keufer. Ce qui n'a pas empêché qu'il fit partie du conseil national de la CGT dès 1895 et fût le premier trésorier de la Confédération (1895-1896). Au congrès de 1906, à Amiens, il se rallia à la résolution qui avait été présentée par Griffuelhes, syndicaliste révolutionnaire, secrétaire de la CGT, après avoir retiré sa propre motion dans laquelle il spécifiait que *la CGT n'a plus à devenir un instrument d'agitation anarchiste et anti-parlementaire qu'à établir des rapports officiels ou officieux, permanents ou temporaires, avec quelque parti politique que ce soit*. Cette motion fut signée, entre autres, par Liochon.

Le courant réformiste devint majoritaire en 1910, avec Léon Jouhaux en tête de file. Il se rallia à l'Union sacrée en 1914. La très grande majorité, sinon la totalité, des anarcho-syndicalistes et des syndicalistes révolutionnaires la combat-

tirent. Après la boucherie, de grandes turbulences allaient secouer la CGT. Mais c'est une autre partie de son histoire, celle de sa maturité... et des scissions !

Un événement qui passa inaperçu en 1895, et que rappelle Xavier Aurain dans son livre *Le Syndicat du livre de Nantes*, ce fut le début de l'introduction de la composition mécanique ; cela se passa à Nantes, justement. Les discussions furent difficiles, les typos exigeant avec raison que ce soit eux qui travaillent sur ces machines. En 1895, on ne prévoyait pas encore, cependant, que ce nouveau mode de composition provoquerait un grand bouleversement dans notre profession !

Les rapports entre la FFTL et la CGT, dans les premières années, compte tenu des tendances des uns et des autres, furent conflictuels, mais, tout en défendant ses conceptions, notre Fédération participa aux batailles engagées par la Confédération.

Et maintenant ?

Il y a un siècle s'éveillait l'espoir de voir disparaître rapidement le régime qui maintenait la classe ouvrière dans une misère effroyable. La « grande guerre » mit fin provisoirement à l'élan, mais *les dix jours qui ébranlèrent le monde* redonnèrent une formidable espérance. Pour quelque temps seulement. Le fascisme, le nazisme, le franquisme, la Seconde Guerre mondiale, la fin des régimes soviétiques, dont bien des travailleurs s'étaient déjà détournés, l'arrogance du libéralisme grisé par sa « victoire », les bouleversements techniques chaotiques, l'argent-roi ont mené à la situation présente marquée par le désarroi de ceux qui n'ont que leur force de travail à louer.

Pourtant, plus que jamais, parce que l'idéologie ultralibérale, par l'ampleur des dégâts qu'elle cause et va causer, conduira à des réactions violentes des spoliés, il faut, comme le disait en 1895 Fernand Pelloutier, secrétaire de la Fédération des bourses du travail, *poursuivre plus activement, plus méthodiquement et plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres...*

A nous d'agir pour accélérer le processus. Et que la CGT vive pour les batailles présentes et futures !...

André DEVRIENDT